

SOMMAIRE

Rencontre avec
Laurent Morelle,
Président de l'ARSIA.

P1

Dossier mycoplasme
1^{ère} partie.

P2

Bulletin épidémiologique:
leptospirose bovine et
avortements

P3

L'identification
électronique, outil de
traçabilité au service
de la filière.

P4

RENCONTRE AVEC LAURENT MORELLE Président de l'ARSIA

En élisant en juillet dernier Laurent Morelle à la présidence de l'ARSIA, l'organe d'administration a choisi un éleveur au parcours riche et ce à plus d'un titre. Agé de 56 ans, marié et père de trois enfants, Laurent Morelle est Ingénieur agronome, diplômé à Gembloux et Ingénieur en Gestion industrielle, diplômé à Louvain. Ces bagages acquis, il débute alors sa carrière d'éleveur en association avec son père, tout en assurant la représentation dans le secteur de la betterave sucrière pour la firme Pype, 5 années durant. En 98, il reprend à temps plein la ferme familiale du Tournais, à Wattripont ; polycultures, traite (jusqu'en 2010), élevage BBB et engraissement. En 2019, sa vice-présidence à l'ARSIA et le temps qu'elle exige pour l'assurer l'amènent à réorienter les activités de son exploitation ; ce sera l'engraissement seul, et transition vers l'autonomie fourragère et la culture de méteil. Par ailleurs, son investissement en temps et en personne pour le secteur agricole se démultiplie par son engagement dans les syndicats betteraviers, comme administrateur au Service de Remplacement Agricole de la commune de Frasnes-lez-Anvaing, et enfin administrateur dans une CUMA, créée avec son beau-frère.

Dans cet entretien, il nous parle de son implication dans la défense sanitaire, de sa vision d'une asbl telle que l'ARSIA, présente et à venir...

Vous êtes engagé dans la défense sanitaire de nos élevages depuis longtemps, pourquoi cette motivation ?

A 27 ans, je succédais effectivement déjà à Jean Tetelain, collègue éleveur hennuyer et administrateur à la Fédération montoise de lutte contre les maladies animales. J'ai pu participer au grand changement que fut la réunion des fédérations en une seule association régionale en 2003. Deux années de vice-présidence entre 2019 et 2021 m'ont permis de me préparer au travail de Président, suite à mon élection au départ de Jean Detiffe. A lui ainsi qu'à Marc Lomba, ex-directeur général, l'ARSIA et le secteur doivent beaucoup ; ils ont abordé avec intelligence et souplesse ce grand virage, en assurant une transition sereine pour chaque fédération. Je salue leur travail. Ma motivation principale était la leur aussi ; j'ai toujours été sensible à la défense du milieu agricole, surtout si elle couplée à l'action collective. Être un bon éleveur ne suffit pas, il faut aussi un troupeau sain et une politique sanitaire commune dirigée.

Mon souci de promouvoir la santé animale, selon une approche collective et préventive, repose aussi sur mon vécu d'éleveur, ses réussites, ses déboires aussi. Mon élevage a été impacté par l'IBR, plus lourdement encore par la maladie de la langue bleue. Sans parler des multiples crises sanitaires que nous avons toutes et tous connues...

Le secteur agricole évolue dans un contexte économique difficile, comment concevez-vous son accompagnement par notre asbl dans les prochains mois et années ?

L'ARSIA s'est construite d'année en année selon une gestion au départ « en bon père de famille » mais tendue vers toujours plus de professionnalisme et d'expertise, lesquels représentent un



atout réel et toujours à améliorer. Je serai attentif à maintenir ce cap, la mission de notre asbl étant de proposer des services à la pointe et innovants aux éleveuses et éleveurs.

Je souhaite aussi que la perception de l'ARSIA évolue positivement, en particulier son rôle dans la prévention des maladies et l'épidémiologie. Les éleveurs butent généralement sur le coût des services. J'aimerais les amener à concevoir les dépenses d'analyses, d'autopsie, de traçabilité, ... comme un investissement à long terme. Ces coûts sont de plus sans cesse maîtrisés par l'asbl et son conseil d'administration, à quoi il faut ajouter les réductions importantes qu'offrent les nombreuses « Actions arsia+ ». Grâce au principe de mutualisation, l'éleveur bénéficie d'un accompagnement administratif et sanitaire par des équipes de conseillers professionnels.

L'ARSIA est à l'image d'une caserne de pompiers ; ce n'est pas parce qu'il n'y a pas le feu qu'on ne doit pas entretenir le matériel et ne plus avoir de pompiers. Il faut être prêt, toujours et s'en donner les moyens ; mais aussi prévenir les incendies, ce que fait l'ARSIA grâce à son laboratoire performant, à ses programmes de lutte contre les maladies de troupeaux et à sa maîtrise de la traçabilité de nos animaux, essentielle en cas de crise sanitaire.

Notre asbl représente les éleveurs wallons auprès de nos autorités sanitaires, participant avec vigilance aux décisions liées à la sécurité sanitaire tout au long de la filière, en amont et en aval de l'éleveur. Un maillon défaillant et la chaîne est rompue.

Quelles sont les qualités nécessaires pour présider une asbl telle que la nôtre ?

La disponibilité pour assister aux différentes réunions ... Mais aussi et surtout être à l'écoute, prendre le temps nécessaire, le meilleur de chacune et chacun et faire recirculer les idées, en retenir les meilleures et prendre les décisions dans l'intérêt des éleveurs et de l'ARSIA.

L'avenir de la profession d'éleveur vous apparaît-il plutôt sombre ?

Il dépend de tant de facteurs... Je pense en particulier à la menace du marché international de la viande, en 'roue libre' et balayant notre respect de normes pourtant contraignantes et notre bonne viande locale. Par contre, la tendance actuelle et croissante du « consommer local » devrait réhabiliter notre métier ; sa crédibilité repose sur la traçabilité et la bio Banque, gérées par notre département Identification et notre laboratoire depuis de nombreuses années et garantissant l'origine de nos productions. En Wallonie, beaucoup d'éleveurs privilégient la qualité, en maintenant des exploitations à taille raisonnable, en imaginant de la valeur ajoutée, en se diversifiant ou encore en revoyant la façon de cultiver... Ce faisant, ils rencontrent les attentes du consommateur actuel. Toujours est-il que notre avenir dépendra aussi des politiques agricoles wallonne et européenne futures. Sera-ce suffisant pour stopper la diminution du cheptel bovin wallon, seul l'avenir le dira.

Et le futur de l'ARSIA... ?

Il repose sur des projets pour aider nos éleveurs. Je pense notamment au développement en cours des autovaccins qui participeront à la diminution de l'usage des antibiotiques. Je pense aussi à la dématérialisation qui a pour but la simplification administrative pour le secteur et une traçabilité totale "on line".

En plus d'un développement interne toujours plus professionnel, notre asbl multiplie et officialise ses collaborations avec d'autres partenaires du secteur, selon le principe « gagnant gagnant » et nos complémentarités respectives. Avec l'Awé dans le cadre du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) AWARDÉ (Awé ARSIA Développement Élevage), nous travaillons ensemble sur les projets tels que la Bio Banque, BIGAME, Paddock, ... Avec notre homologue flamande la DGZ, nous collaborons tant au niveau du laboratoire que de la traçabilité. Avec la FESSASS, nous participons à la représentation des éleveurs dans l'Union Européenne.

N'oublions pas que l'avenir de l'ARSIA, ce sont avant tout les éleveurs eux-mêmes. Ils peuvent à tout moment communiquer leurs besoins, leurs attentes auprès de leurs délégués qui remonteront les informations vers l'Organe d'Administration composé, rappelons-le, de collègues éleveurs. Sans nos éleveuses et éleveurs, l'ARSIA n'est rien.

Quel message aimeriez-vous transmettre aux éleveuses et éleveurs ?

Nous faisons un métier merveilleux, il faut y croire, le faire avec passion, envers et contre tout ... Quant à l'ARSIA, chaque éleveuse et éleveur ne doit pas hésiter à faire appel à ses multiples services ; il y règne un bel esprit de travail, de la motivation et du dévouement au sein de l'ensemble du personnel.

LA MYCOPLASMOSE BOVINE, SUIVIE DE PRÈS À L'ARSIA

Une maladie polymorphe et en augmentation

Première partie d'un dossier consacré à cette maladie, depuis sa description jusqu'aux solutions existantes, en passant par la détection et la prévention au sein de nos troupeaux bovins.

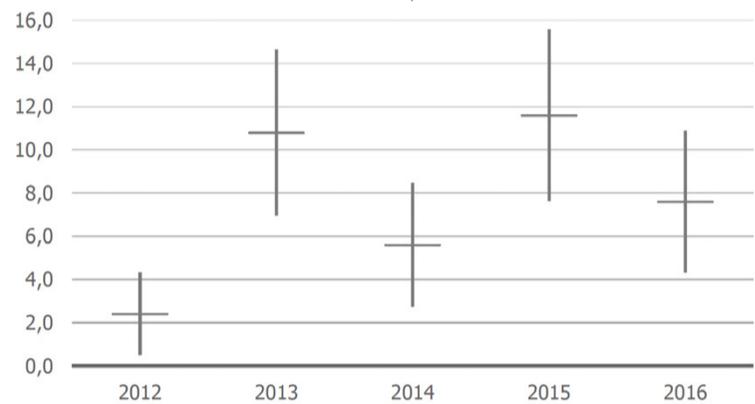
Enquêtes sur le terrain et au labo, outils de diagnostic multiples, actions ARSIA+ avancées, conception et production d'un autovaccin pour ultime alternative... l'ARSIA multiplie ses actions sur tous les fronts, face à l'augmentation de cas de mycoplasmosse bovine.

Selon notre enquête menée auprès des vétérinaires en 2016, près de 75% d'entre eux considéraient la mycoplasmosse comme un problème préoccupant dans leur clientèle: augmentation de la sévérité des symptômes et de la mortalité, traitements toujours plus difficiles. Une étude rétrospective sur des échantillons conservés dans nos frigos à cet effet et menée par le département Epidémiologie et Encadrement sanitaire, a ensuite confirmé la présence de *Mycoplasma bovis* dans au moins 1/3 des troupeaux wallons et l'augmentation de sa circulation entre 2010 et 2016 (cf graphique ci-contre).

Enfin, le germe est présent également dans les troupeaux laitiers puisqu'un élevage sur 4 était positif sur lait de tank.

La mycoplasmosse ne sévit pas qu'en Belgique, loin s'en faut; elle est constatée dans le monde entier. Pour exemple, le gouvernement néo-zélandais a lancé en 2018 un plan d'éradication de 880 millions de dollars...

Prévalence apparente de *M. bovis* au sein des troupeaux en Wallonie entre 2012 et 2016: 23,6%



Bactérie particulière, traitement décevant

La particularité de *M. bovis*, très contrariante pour le thérapeute, est qu'il s'agit d'une bactérie dépourvue de véritable paroi; tous les antibiotiques (AB) qui agissent via cette dernière sont donc inefficaces. La moitié des AB administrés pour une pneumonie en première intention, ça ne marche pas! Par ailleurs, des recherches récentes (2020) menée à l'Université de Gand ont montré que les souches belges de *M. bovis* ont également acquis une résistance contre certains antibiotiques couramment utilisés.

D'autres propriétés propres à ce germe, trop longues à détailler ici, renforcent cette virulence. L'une d'elles en particulier, connue sous le nom de « biofilm », protège la bactérie des agressions extérieures et est responsable de l'inefficacité des AB sur les mammites à *M. bovis*, notamment.

Dégâts multiples et très coûteux

Selon l'âge, les symptômes varient (cf tableau ci-dessous). La bactérie contamine le bovin par 4 portes d'entrée possibles: muflle, pis, œil, voies génitales. De là, elle se disperse vers l'oreille, les poumons, les articulations, le cerveau... Ces symptômes sont possibles mais pas toujours présents et ne sont pas spécifiques de *M. bovis*. Ainsi, en ce qui concerne le « clapier » (poche liquide survenant après césarienne), on peut y retrouver occasionnellement *M. bovis*, mais souvent associé à d'autres germes également connus pour leur rôle infectieux dans cette pathologie.

- *M. bovis* affecte l'immunité de l'animal, l'exposant davantage à d'autres germes, d'autres maladies.
- Très insidieuses aussi sont les infections chroniques: sans provoquer de symptômes manifestes tels que décrits plus haut, elles impactent pourtant la croissance des veaux et la production et/ou augmentent le nombre de cellules dans le pis. Ces animaux porteurs ne produisent pas seulement moins de viande ou de lait, ils sont également une source d'infection pour leurs congénères!

SYMPTOMES DE LA MYCOPLASMOSE BOVINE	
ADULTES	VEAUX
Mammite	Pneumonie
Arthrite	Otite
Pneumonie	Arthrite
kérato-conjonctivite	Kérato-conjonctivite
Infection génitale	Méningite
« Clapier » post-césarienne	Myocardite
Avortement?	Abcès

Aucune étude économique spécifique à *M. bovis* n'a encore été menée à ce jour, mais citons ici l'étude de l'impact des pneumonies menée en 2001 aux Pays-Bas, estimant le coût annuel à 31 € par génisse présente, en cas de pneumonie endémique régnant dans l'élevage. Par ailleurs, une enquête menée en Europe en 2003 estimait la perte liée aux maladies respiratoires bovines à 576 millions d'euros... dont parmi les germes responsables, *M. bovis*, responsable d'1/3 à 1/4 de ces broncho-pneumonies infectieuses enzootiques!

L'Arsia soutient la lutte

Le mois prochain, nous reviendrons sur les actions **arsia+** disponibles, validées par le conseil d'administration pour soutenir les éleveurs dans la lutte contre la mycoplasmosse bovine (et pour nombre d'autres maladies aussi!)

(Re)découvrez-les sur notre site: <https://www.arsia.be/nouvelles-actions-arsia-plus/>

Et surtout parlez-en à votre vétérinaire!



BULLETIN ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Pour plus d'informations
 Dr. Laurent Delooz
 @avo@arsia.be
 083 23 05 15 - option 4

Le Protocole lié aux avortements survenant dans les élevages met tout en œuvre pour identifier leur cause, via l'autopsie de l'avorton déclaré et du nouveau-né mort endéans les 48 heures. Ce faisant, nous maintenons ensemble la surveillance de la brucellose, qui pour être optimale et efficace nécessite l'analyse annuelle de 4 000 avortons en Wallonie.

En déclarant vos avortements, vous nous aidez à assurer une vigilance collective et nous vous aidons, sans frais de ramassage et de laboratoire.

Leptospirose bovine et avortements

La leptospirose peut affecter un très grand nombre d'espèces, dont les bovins. Cette maladie au diagnostic peu aisé représente un risque pour l'homme (hépatite, néphrite, ...), notamment pour les éleveurs et les vétérinaires amenés à s'occuper d'animaux infectés. Elle est provoquée par des bactéries appelées leptospires et classées en « sérovars ».

Parmi ceux-ci, certains sont « adaptés » à différentes espèces animales que l'on qualifie alors d'hôtes. Dans ce cas, les signes cliniques sont peu visibles, d'où un « sous diagnostic » fréquent. C'est le cas pour l'espèce bovine où le sérovar adapté le plus fréquent est *Leptospira Hardjo*, responsable de troubles de la reproduction (avortement, infertilité, ...), de chute de productions et donc de pertes économiques non négligeables. La leptospirose est endémique en Belgique, avec une prévalence relativement constante de 1,7% au sein des vaches avortées.

Une maladie qui s'achète

Si la probabilité d'acheter un bovin infecté est faible (2%), les conséquences n'en sont pas moins importantes. La maladie est sexuellement transmissible; l'achat d'un taureau infecté est donc hautement préjudiciable car il risque de contaminer rapidement tout le cheptel. Prenez donc vos précautions lors de l'achat de bovins en recourant au bouclier du Kit Achat proposé à l'ARSIA. Il permet de détecter les animaux ayant été exposés à la maladie (séropositifs) et susceptibles d'être infectés de manière chronique.

Lors d'avortements bovins, un test ELISA *L. Hardjo* est systématiquement réalisé sur le sang de la mère avortée. Si votre troupeau est infecté par ce sérovar, il est possible de contrôler la maladie grâce à un management adapté de la reproduction, à un traitement anti-infectieux si nécessaire et à la vaccination. En concertation avec votre vétérinaire, une visite en ferme peut être programmée avec nos conseillers. Il en va de même, si un bovin se révèle positif à son achat.

Épidémie en Wallonie

La leptospirose peut aussi être due à d'autres sérovars, non adaptés aux bovins, entraînant une forme aiguë et grave de la maladie, donnant lieu chez l'animal à de la fièvre, une hépatite, une néphrite et/ou des avortements.

Cet été, comme en 2014 avec une intensité comparable (voir figure 1), nos vétérinaires pathologistes ont été alarmés en salle d'autopsie dès le mois d'août par une forte augmentation du nombre de fœtus avortés, présentant des tissus sous-cutanés jaunâtres et parfois des lésions au niveau du foie et de la rate. Vu la haute suspicion et l'expérience acquise suite à l'épisode observé en 2014, les analyses complémentaires ont rapidement été réalisées et ont confirmé la leptospirose avec forte prédominance du sérovar *L. Grippotyphosa*.

Ce sérovar est principalement transmis par des rongeurs tels que le campagnol et le rat musqué. La principale source de contamination des bovins est l'eau contaminée par les urines de rongeurs infectés, soit par ingestion soit par pénétration de la bactérie à travers les muqueuses ou une blessure cutanée.

D'une année à l'autre, la proportion d'avortements liés à la leptospirose (autre que *L. Hardjo*) varie fortement, sans que la raison en soit clairement expliquée. Saisonnière, sa fréquence augmente en été et en automne comme le montre la figure 1. Les fluctuations de populations de rongeurs jouent probablement un rôle dans cette évolution, au même titre que la météo. La bactérie survit en effet mieux dans des milieux humides, à une température proche de 20°C, à l'abri de la lumière.

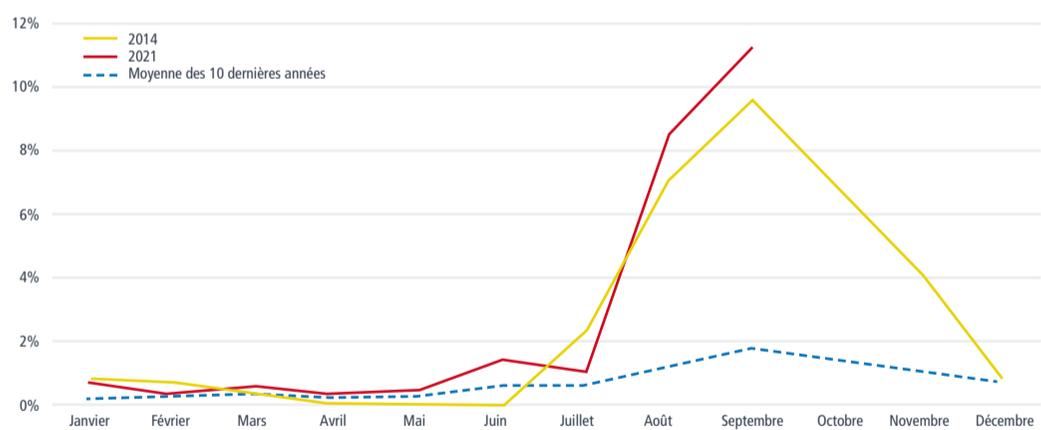


Figure 1 : Evolution mensuelle du taux d'avortons présentant des tissus sous-cutanés jaunâtres, suspects de leptospirose, en 2014 et 2021.

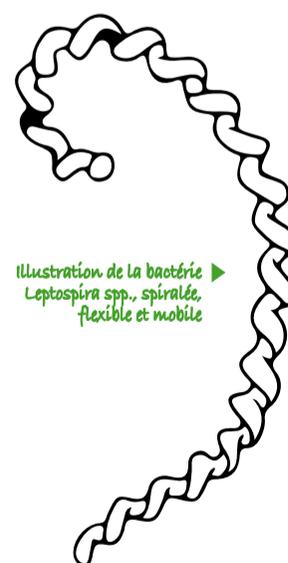


Illustration de la bactérie *Leptospira* spp., spiralee, flexible et mobile

Retenir ...

Il existe un nombre important de causes d'avortements parmi lesquelles des maladies infectieuses telle que la leptospirose et dont l'impact économique peut être lourd.

Nous mettons tout en œuvre pour les surveiller et vous aider à y faire face, via le Protocole Avortement.

Certaines d'entre elles sont transmissibles à l'homme, d'où l'importance que nous portons également à leur diagnostic.

Lors d'un avortement, quelle que soit l'espèce concernée, prenez vos précautions lors de toute manipulation et contactez rapidement votre vétérinaire afin d'envoyer l'avorton et les autres prélèvements nécessaires à l'ARSIA.

L'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE

Outil de traçabilité au service de la filière

Au-delà des attermolements de la législation européenne en termes d'avancée technologique facilitant la traçabilité des animaux de rente, l'ARSIA a pris les devants en généralisant depuis 2017 le recours à l'identification électronique des bovins.

Voici 12 ans déjà, l'Institut de l'Élevage (IDELE) français a démontré que l'identification électronique (E-Id) des bovins simplifie le travail quotidien, fiabilise les informations à collecter et renforce la traçabilité.

En élevage, l'identification électronique est déjà valorisable pour l'alimentation des animaux en liaison avec les automates (distributeurs automatiques de lait ou de concentrés – DAL et DAC). Mais en aval aussi, pour les vétérinaires, contrôleurs laitiers, négociants, transporteurs, centres de rassemblement, marchés, abattoirs, clos d'équarrissage... confrontés à gérer nombre d'informations dans un délai rapide, elle permet aussi des gains évidents en termes de fiabilité des informations, de sécurité, de suivi sanitaire et de productivité, pour un coût global relativement limité.

Recourir individuellement à l'E-Id favorise l'efficacité de la traçabilité pour l'ensemble de la filière

Il est acquis que l'identification électronique offre des solutions applicables à tous les types d'élevage, dont certaines plus utiles aux troupeaux de grande taille ou en gestion automatisée. Les opérateurs en aval de la filière sont aussi fortement intéressés par l'identification électronique, mais à leur niveau, son exploitation passe par sa généralisation. En effet, un système où coexistent bouclage électronique et bouclage traditionnel ne présente pas réellement un intérêt pour les structures des négociants et la gestion de leurs activités.

Si le recours par l'éleveur à l'E-Id ne se fait que sur base volontaire et non imposée, on ne pourra atteindre à court ou moyen terme un déploiement suffisamment large pour une valorisation collective. Actuellement, c'est la situation rencontrée au niveau national, les éleveurs et détenteurs de la Flandre accusant un léger retard par rapport à leurs collègues wallons.

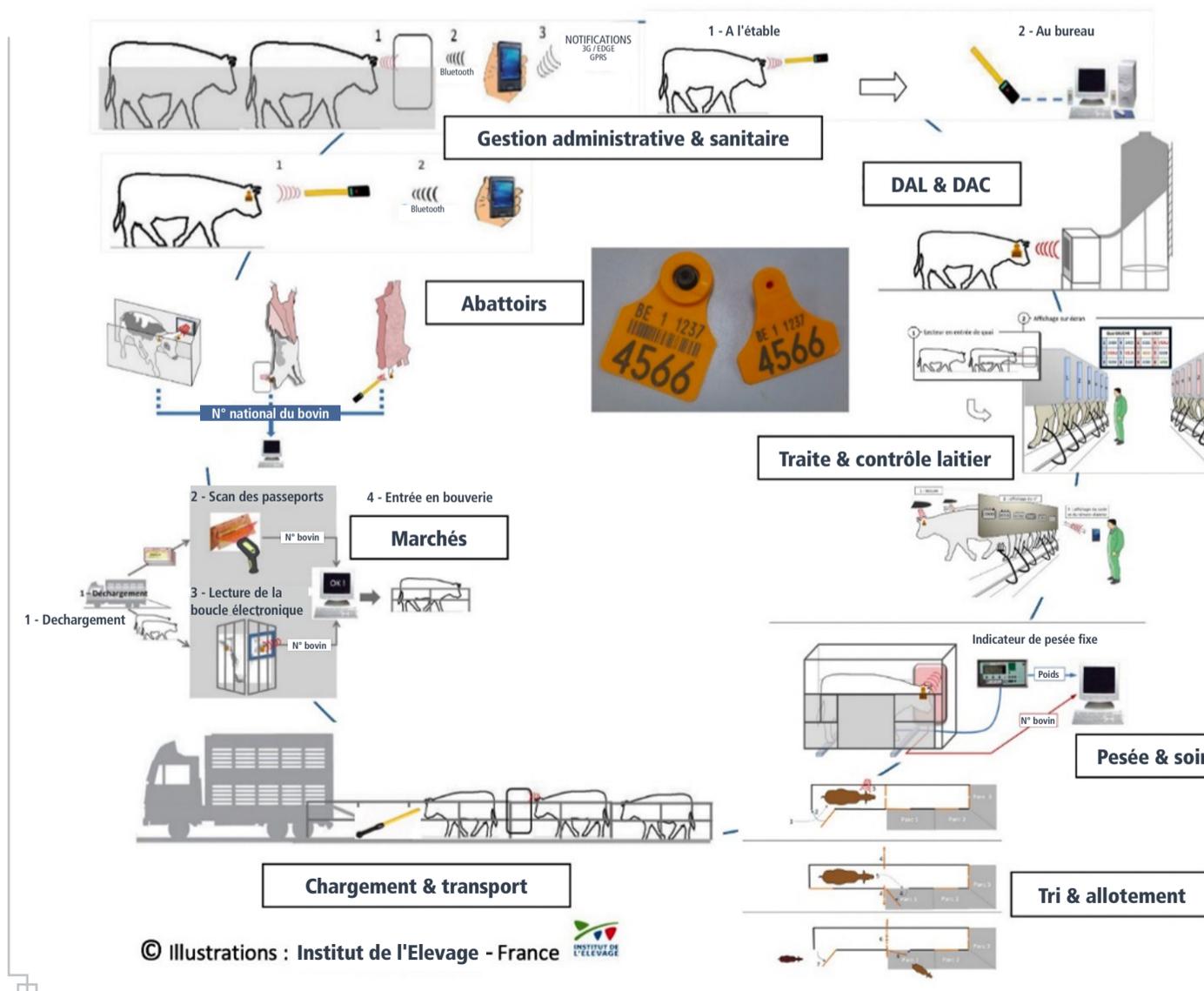
Il est fort probable que les suivis et contraintes sanitaires et la gestion rigoureuse des statuts exigée par le marché international justifieront la généralisation de l'identification électronique.

La dématérialisation du passeport bovin avantage par l'identification électronique généralisée

Dans l'attente de l'implémentation finale de la dématérialisation, le passeport et son code-barres sont à ce jour toujours utilisés pour assurer la circulation des données signalétiques des animaux à chaque étape de leurs déplacements. Toutefois, cette pratique a régulièrement montré ses limites en générant des erreurs d'enregistrement ; ce n'est pas l'animal lui-même qui est scanné, mais bien le document qui l'accompagne, avec le risque d'être un document inadéquat.

Si la dématérialisation maintiendra la nécessité de disposer des informations de traçabilité de chaque animal, celles-ci seront beaucoup plus sûres car générées à partir de l'identifiant électronique. L'accès aux informations s'effectuera alors via la consultation automatique des bases de données ; l'éleveur disposera rapidement des informations de traçabilité et sanitaires les plus fiables, quasi en temps réel. La surveillance sanitaire des bovins s'en trouvera également renforcée et facilitée.

Quelques exemples de valorisation de l'identification électronique officielle



Plus d'infos ...

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à consulter la documentation de l'Institut de l'Élevage disponible à partir de son site internet www.idele.fr :

- http://idele.fr/no_cache/recherche/publication/idelesolr/recommends/valorisations-de-lidentification-electronique-en-elevage.html
- http://idele.fr/no_cache/recherche/publication/idelesolr/recommends/valorisations-de-lidentification-electronique-chez-les-operateurs-de-laval.html

Remerciements à l'Institut de l'Élevage français IDELE, et plus spécialement à Mr Sébastien Duroy, RESPONSABLE DE PROJET en Identification animale - REPÈRES D'IDENTIFICATION - VALORISATIONS DE L'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE -, pour son aimable autorisation d'utilisation des illustrations et d'accès à la documentation.